



Jeudi 28 Février 2008

MUNICIPALES

Une communauté urbaine pour Paris?

L'idée d'un Grand Paris, lancée le 26 juin dernier par le président de la République, n'en finit plus de faire débat chez les élus. Nicolas Sarkozy déclarait alors qu'il fallait *«enfin agir sur l'organisation des pouvoirs; Paris est la seule agglomération de France à ne pas avoir de communauté urbaine. Alors qu'elle est la plus grande et la plus stratégique des régions, l'intercommunalité y crée des périmètres sans substance réelle»*. Le Président pensait peut-être à son ancien «ami» Jean-Pierre Fourcade, maire de Boulogne-Billancourt. L'élue en disgrâce a en effet formé avec la commune de Sèvres une intercommunalité, qui, selon plusieurs spécialistes, s'apparente en fait à une *«coquille vide, un club de riches»*.

Effectivement, la région Ile-de-France est celle qui compte le plus de communautés comptant moins de quatre communes, notamment dans la petite couronne. On est donc bien loin de l'esprit de la loi

Chevènement, qui visait à regrouper des communes autour d'une ville-centre. Mais cette fragmentation révèle d'abord la difficulté pour les élus franciliens d'accepter des mécanismes de solidarité territoriale devant des inégalités croissantes. A droite, Roger Karoutchi, après avoir soutenu l'idée d'une communauté urbaine, qui impliquerait le partage de la manne fiscale du département des Hauts-de-Seine, préfère évoquer aujourd'hui un *«syndicat mixte ouvert»*. Mais, le 19 février, le sénateur Philippe Dallier, chargé d'un rapport sur le Grand Paris, a prôné la fusion, au sein d'une nouvelle collectivité locale, de Paris avec les trois départements de la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne).

A gauche, Patrick Braouezec, président de la communauté d'agglomération Plaine Commune, l'une des réussites de ces dernières années, est sceptique: *«Attention, peut-il n'y avoir qu'un centre? Déplacer le curseur administratif*

parisien pour y englober la petite couronne, c'est poursuivre une histoire monocentrée dont il est urgent de sortir.» Il ne faudrait pourtant pas oublier qu'à Paris, Pierre Mansat, adjoint au maire chargé des relations avec les collectivités locales d'Ile-de-France, a initié dès 2001 un dialogue avec les élus franciliens à travers la conférence métropolitaine. Selon lui, l'urgence est avant tout *«de se demander quels sont les grands projets capables de porter un développement métropolitain. Les collectivités peuvent dès à présent travailler au projet Métrophérique, le métro en première couronne. Car le risque est que le Président mette tout le monde d'accord en tapant vite et fort»*. En effet, avec Nicolas Sarkozy, il y a de fortes chances pour que, quel que soit le scénario envisagé, tout se décide par le haut, et sans l'avis des citoyens.

M. E.

Tous droits réservés : Politis

DD7A258F7DF0200770E80B131F07B1809B520744E25723A50AE3E39